



CONSTRUIRE ENSEMBLE UN INTERNATIONALISME PROGRESSISTE

Alliance Progressiste Lors De La
Mobilisation Progressiste Mondiale
Barcelone, 17-18 avril 2026



PROGRESSIVE
ALLIANCE

AVANT-PROPOS

Quelque chose a changé à Barcelone. On pouvait le sentir lors des sessions — non pas dans la manière dont l'atmosphère des conférences se réduit souvent à une simple mise en scène, mais dans le soin avec lequel les gens choisissaient leurs mots. Les dirigeants et les délégués qui se sont réunis les 17 et 18 avril 2026 n'étaient pas là pour faire la fête. Ils étaient là parce que le moment l'exigeait. La montée de l'autoritarisme. Un ordre multilatéral soumis à des pressions délibérées. Des guerres qui ont déplacé des millions de personnes. Une crise climatique qui n'attend pas le consensus. Ce n'étaient pas des points à l'ordre du jour. C'était l'atmosphère qui régnait dans la salle. Les progressistes réunis à Barcelone étaient pleinement conscients des enjeux et encore plus déterminés à faire ce que notre mouvement est appelé depuis longtemps à faire de mieux : relever ensemble le défi du moment.

[1] Le Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), dirigé par le Premier ministre Pedro Sánchez, a choisi d'accueillir ce rassemblement à un moment où le gouvernement progressiste espagnol est devenu, pour beaucoup, le symbole de la possibilité persistante d'un progrès démocratique et social

— ce qui signifie que l'Espagne elle-même constituait une déclaration politique pour le plus grand rassemblement de notre mouvement depuis des décennies. Hana Jalloul, secrétaire à la politique internationale du PSOE, a assuré la coordination entre toutes les organisations et des dizaines de cultures politiques. L'AP lui en est sincèrement reconnaissante.

Le Parti socialiste européen (PSE), sous la direction de Stefan Löfven et Giacomo Filibeck, a apporté le poids institutionnel et la discipline qu'exige un forum de cette envergure. La direction de l'Internationale socialiste (IS) a apporté la longue tradition de ce à quoi ressemble la solidarité internationale telle qu'elle est pratiquée depuis des générations. Global Progress Action (GPA), sous la direction de Johan Hassel, directeur de GPA au Center for American Progress (CAP), a apporté une dimension stratégique et transatlantique à la mobilisation — un partenariat qui a élargi sa portée et ses ambitions.

L'AP est également reconnaissante envers PES Women pour le partenariat que nous avons construit ensemble afin de rendre le leadership féministe visible et soutenu.

Et envers la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), dont la co-organisation des panels de fond de l'AP a permis de réunir autour d'une même table, pour une même conversation, des dirigeants de partis de tous les continents. Ces partenariats produisent un véritable travail politique et nous ne les tenons pas pour acquis.

L'AP publie ce rapport car nos membres méritent un compte rendu honnête de cet engagement mondial récent. Avant Barcelone, nous avons déclaré publiquement ce que nous avons l'intention de faire et pourquoi. Ce rapport revient sur ce bilan — ce que nous avons accompli, ce où nous avons échoué, et ce que nous poursuivons. Le progrès, comme l'ont écrit Pedro Sánchez et Stefan Löfven aux participants après le forum, n'est ni automatique ni garanti. Cette observation s'adresse autant à nous qu'à n'importe qui d'autre.

Machris Cabrerros

Coordinatrice mondiale,
Alliance progressiste
Berlin, mai 2026

Barcelone, avril 2026 : pourquoi ce rassemblement était important

Chaque activité majeure de l'Alliance progressiste fait l'objet d'un rapport public destiné à ses membres et partenaires. C'est ainsi que l'AP conçoit la notion de responsabilité au sein d'un réseau de plus de 140 partis et organisations répartis dans 100 pays. Lorsque nous annonçons publiquement nos intentions avant un grand forum international, nous prenons un engagement. Ce rapport est la manière dont nous l'honorons. Une version interne plus complète — comprenant l'intégralité des données du programme et une évaluation détaillée par domaine prioritaire — a été soumise au Présidium de l'AP et est disponible sur demande pour les membres et partenaires de l'AP.

En avril 2026, plus de 5 000 personnes se sont réunies à Barcelone pour la première Mobilisation progressiste mondiale (GPM). Des dirigeants, des parlementaires, des syndicalistes, des militantes féministes et des délégués de partis de plus de 60 pays ont passé deux jours à débattre des questions qui définissent ce moment politique : la défense de la démocratie ; des systèmes économiques qui génèrent des inégalités plus rapidement qu'ils ne produisent du bien-être ; une crise climatique qui n'attend pas le consensus ; et des guerres auxquelles le mouvement progressiste est censé s'opposer, mais qu'il peine souvent à aborder de manière cohérente.

La GPM a été co-organisée par le PSOE en tant qu'hôte, le Parti socialiste européen (PSE), l'Internationale socialiste (IS) et l'Alliance progressiste (PA), en coopération avec Global Progress Action (GPA), la Global Progress Foundation (GPF), la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES), la Fondation pour les études progressistes européennes (FEPS), la Fundación Pablo Iglesias et d'autres organisations partenaires. Chacun a apporté quelque chose de spécifique. Le PSOE a apporté un gouvernement progressiste prêt à mettre en jeu sa crédibilité politique pour démontrer l'importance de ce type de coordination.

Le PES a apporté le pouvoir de mobilisation de la social-démocratie européenne à grande échelle. L'IS a apporté la mémoire d'une solidarité entre partis à travers les générations et les géographies. L'AP a apporté son réseau : des partis membres sur tous les continents, fondé sur un partenariat Sud-Sud et Nord-Sud entre égaux.

Le rôle de co-organisateur de l'AP s'accompagnait de la responsabilité d'un co-organisateur : définir l'ordre du jour du forum, contribuer à la rédaction des engagements communs qui en ont résulté, et rendre compte en toute honnêteté de ce que l'AP a spécifiquement apporté. Le présent rapport constitue ce compte rendu.

Le rôle de co-organisatrice de l'AP au GPM de Barcelone avait été convenu et préparé bien à l'avance. Lors de sa réunion à Berlin en décembre 2025, le Présidium de l'AP a approuvé la participation au GPM en tant que priorité stratégique, a affirmé son importance au sein de la communauté progressiste au sens large, et a défini les termes de l'engagement de l'AP sur la base de son programme politique, de ses structures et de ses protocoles. Cette décision explique en partie la raison d'être du présent rapport : l'organe exécutif de l'AP a engagé l'organisation dans ce forum, et ce rapport revient sur cet engagement

— pour rendre compte de ce qui a été accompli et pour tirer les leçons qui permettront d'affiner l'engagement de l'AP lors de ses engagements continus de l'AP dans les forums multilatéraux.



GPM Barcelona 2026 — En bref

Point	Détails
Dates	17-18 avril 2026
Lieu	Fira Gran Via, Barcelone, Espagne
Co-organisateur	PSOE (hôte) ; Parti socialiste européen (PES) ; Internationale socialiste (IS) ; Alliance progressiste (PA)
Envergure	Plus de 5 000 participants ; plus de 70 sessions ; des intervenants de plus de 60 pays
Déclaration	1. Démocratie et droits de l'homme 2. Économie équitable 3. Climat et environnement 4. Paix et sécurité commune 5. Égalité des genres 6. Internationalisme renouvelé
Parcours de participation de l'AP	Plénière des dirigeants mondiaux ; tables rondes des événements du GPM ; tables rondes du présidium de l'AP ; PA Global Connect ; petit-déjeuner des femmes dirigeantes



Le cadre politique de l'AP pour Barcelone

Au cours de plus d'une décennie d'action politique internationale, l'AP a appris que sa présence prend davantage de sens lorsqu'elle s'appuie sur un cadre politique élaboré au préalable avec les partis membres. Notre programme politique guide notre engagement, notre conduite et nos contributions dans différents forums. Dans les semaines précédant le GPM de Barcelone, l'AP a publié un article de fond sur le site web du GPM

« "Approches progressistes pour un nouvel ordre mondial" (21 mars 2026) — qui identifie ce qu'elle considère comme les caractéristiques structurelles de la crise actuelle : les forces autoritaires se coordonnent à l'échelle internationale tandis que les réponses progressistes restent fragmentées ; les inégalités s'aggravent —

— au sein des pays et entre eux — tandis que les institutions internationales créées pour les gérer font face à des pressions délibérées ; et les pays du Sud sont appelés à supporter les conséquences les plus lourdes de crises — dette, effondrement climatique, conflits — qu'ils n'ont pas provoquées.



Cinq priorités ont été annoncées publiquement :

La résilience démocratique

défendre les institutions, protéger la société civile, les syndicats et la liberté des médias, et soutenir les partis soumis à la pression autoritaire, où qu'ils se trouvent.

Une gouvernance économique équitable

fiscalité progressive, investissements publics, travail décent et réforme structurelle d'un ordre économique international qui reproduit les inégalités entre le Nord et le Sud.

Justice climatique

une transition à la fois urgente et équitable, fondée sur la reconnaissance du fait que ceux qui ont le moins contribué à la crise ne devraient pas en supporter les conséquences les plus graves.

Paix et sécurité commune

•La paix par la justice et la diplomatie, avec une solidarité envers ceux qui vivent sous occupation et en situation de conflit, et sans application sélective du droit international.

L'égalité des sexes

•l'autonomisation politique totale des femmes, non pas sous la forme d'une simple représentation au sein des instances décisionnelles, mais par une transformation structurelle des conditions qui limitent l'action politique des femmes partout dans le monde.



L'AP au GPM de Barcelone : cinq axes de participation, un réseau

La participation de l'AP au GPM de Barcelone s'est déroulée selon cinq axes. Ceux-ci sont décrits ici en détail afin de résumer son engagement et sa contribution politique. La somme de ces axes, de la scène plénière principale à l'espace politique protégé que l'AP maintient, constitue ce que l'AP a réellement apporté et ce dont nous tirons des enseignements pour aller de l'avant.



La plénière des dirigeants mondiaux: un engagement politique officiel

La plénière des dirigeants mondiaux, qui s'est tenue le deuxième jour devant plus de 5 000 personnes, a été le moment où tous les organismes coorganisateurs se sont retrouvés sur la même scène pour présenter notre engagement commun. Giacomo Filibeck (secrétaire général du PSE), Chantal Kambiwa (coordinatrice générale de l'IS) et Machris Cabreros (coordinatrice mondiale de l'AP) ont présenté conjointement la Déclaration du GPM en tant que co-organisateurs de ce rassemblement historique. Cet acte revêt une importance particulière que l'AP prend très au sérieux en tant que responsabilité. La Déclaration énonce les engagements que l'AP doit désormais respecter — envers ses partis membres, envers les mouvements dont la Déclaration invoque les luttes, et envers ceux qui demanderont, lors de la prochaine édition, si le texte a été mis en pratique. Ce qui a distingué les contributions en plénière du Présidium et des membres du Conseil de l'Alliance progressiste, ce n'est pas le fait de leur présence, mais la spécificité de leurs propos.



Magdalena Andersson a clairement nommé la rupture historique : le monde construit au cours des quatre-vingts dernières années — sur des institutions multilatérales, le droit international et, au moins, l'aspiration à une gouvernance coopérative — a disparu, et souhaiter son retour est contre-productif. Lars Klingbeil a tracé une ligne que le moment exige : en période de polarisation, les progressistes ne se replient pas dans le confort. Ils s'organisent, forment des alliances et refusent de laisser la division être la seule grammaire politique disponible.

« En temps de guerre, en temps de crise, en temps de polarisation, les progressistes ne battent pas en retraite. Nous nous organisons. Nous menons. Nous construisons des alliances là où d'autres tentent de nous diviser. »

Lars Klingbeil

SPD Allemagne — Membre du présidium de l'AP — Plénière des dirigeants mondiaux, Barcelone





« Le monde tel que nous le connaissons — depuis 80 ans — a disparu. Et il ne reviendra pas. En tant que progressistes, nous devons trouver une réponse. C'est notre responsabilité envers les millions de personnes à travers le monde qui nous font confiance pour construire un avenir meilleur pour tous. »

Magdalena Andersson

SAP Suède — Membre du présidium de l'AP — Plénière des dirigeants mondiaux, Barcelone

Machris Cabreros a précisé pour qui cette mobilisation était destinée : des milliards de personnes, pas des milliardaires ; une économie équitable et une planète viable ; la démocratie, pas l'oligarchie.



« Il s'agit d'une mobilisation pour des milliards de personnes, pas pour des milliardaires — pour une économie équitable, pour la planète, pour notre démocratie, et non pour les oligarques. C'est la mobilisation progressiste de notre époque — de Barcelone à Manille, en passant par Johannesburg, Buenos Aires et Tokyo : Adelante. » Adelante. »

Machris Cabreros

coordinatrice mondiale de l'AP — Plénière des dirigeants mondiaux, Barcelone

Risa Hontiveros a évoqué ce que les institutions doivent à ceux qui en dépendent — et ce qui se passe lorsque ces institutions cèdent sous la pression. Mohammad Shtayyeh a intégré la Palestine dans l'agenda de la plénière en tant que lutte mondiale commune pour la justice et la paix.



« Ce n'est pas un homme fort qui promet l'ordre qui rend la vie supportable. Ce sont des institutions fonctionnelles et dignes de confiance qui servent véritablement le peuple. Mais nous avons également vu ces institutions subir une pression énorme — et le prix est payé, comme toujours, par les plus vulnérables. »

Risa Hontiveros

Akbayan Philippines — Membre du conseil d'administration de l'AP — Plénière des dirigeants mondiaux, Barcelone

Ndaba Gaolathe a fait valoir qu'une politique sociale progressiste doit offrir aux gens de véritables moyens de sortir de la pauvreté — non pas gérer leurs difficultés à distance, mais investir dans leur participation active à l'économie et à la vie publique.

Les tables rondes de l'AP : échanges politiques entre les régions

L'AP a organisé deux tables rondes politiques de fond lors du GPM de Barcelone, en partenariat avec la Friedrich-Ebert-Stiftung (FES). Ouvertes au public du GPM, ces tables rondes ont permis de mettre en lumière le modèle d'échange politique de l'AP — des dirigeants de partis issus de différentes régions et de contextes politiques variés, élaborant ensemble une analyse commune et des stratégies de communication — auprès de l'ensemble du forum.

Façonner ensemble notre avenir mondial

17 avril 2026, salle Hannah Arendt



(17 avril 2026, salle Hannah Arendt) a réuni Ndaba Gaolathe (vice-président du Botswana, Alliance for Progressives), Reem Alabali Radovan (ministre fédérale de la Coopération économique et du Développement, Parti social-démocrate allemand — SPD), Humberto Costa (vice-président du Sénat, Parti des travailleurs — PT, Brésil)

et Risa Hontiveros (sénatrice, Akbayan, Philippines), sous la modération de Konstantin Bärwaldt (directeur du département des politiques mondiales et européennes, Friedrich-Ebert-Stiftung, Berlin).

Ce qui est ressorti de cette table ronde tenait moins d'une liste de points de discussion que d'un constat partagé.

Gaolathe — l'une des voix non européennes les plus visibles de tout le GPM, intervenant lors de quatre sessions dont la plénière — a clairement posé le choix :

le Botswana ne prend pas parti entre les grandes puissances. Il choisit ses valeurs et travaille avec les gouvernements qui les partagent. Alabali Radovan a abordé sans détour un problème que les progressistes européens préfèrent souvent laisser sous-entendu : lorsque le Nord applique le droit international de manière sélective — en l'imposant à certains, en l'ignorant pour d'autres —, cela sape la confiance des partenaires du Sud. Cette méfiance est réelle, a-t-elle déclaré, et la première étape pour la rétablir consiste à cesser de faire comme si elle n'existait pas.

« Tout pays qui partage nos valeurs est un ami. Le choix ne se pose pas entre les États-Unis et la Chine. Le choix porte sur nos valeurs — ainsi que sur notre cohérence et notre conviction à leur égard. »

Ndaba Gaolathe
vice-président du Botswana,
Alliance for Progressives —
Façonner ensemble notre avenir
mondial, Barcelone



« Nos partenaires du Sud observent très attentivement la manière dont nous gérons certaines situations — en particulier lorsque nous recourons au droit international. Il y a de la méfiance. La première étape consiste à ne pas faire comme si cela n'existait pas. »

Reem Alabali Radovan
ministre fédérale de la
Coopération économique et du
Développement, Allemagne —
Façonner ensemble notre avenir
mondial, Barcelone





Approches progressistes pour un nouvel ordre mondial

18 avril 2026, salle Frida Kahlo



« L'État de droit doit primer sur la loi du plus fort. C'est la ligne que nous devons défendre. La technologie — la gouvernance des données et l'IA — doit servir le bien public, et non la manipulation privée. »

Tim Klüssendorf

secrétaire général du Parti social-démocrate allemand (SPD) — Panel du présidium de l'AP, Barcelone



« Nous n'avons pas un problème de politique. Nous avons un problème de politique. Nous ne devons jamais oublier que nous sommes un mouvement économique. C'est une parodie de justice que des milliardaires puissent se faire passer pour des défenseurs de la classe ouvrière — et s'en tirer à bon compte. »

Wayne Swan

président national du Parti travailliste australien (ALP) — Membre du présidium de l'AP — Panel du présidium de l'AP, Barcelone

(18 avril 2026, salle Frida Kahlo) a abordé la question qui sous-tend tout débat sur la politique étrangère progressiste : vers quel type d'ordre mondial tendons-nous réellement, et qu'est-ce que cela exige de nos partis à l'heure actuelle ? Magdalena Andersson (ancienne Première ministre, sociaux-démocrates suédois — SAP), Paulina Vodanovic (présidente, Parti socialiste du Chili — PS), Jameson Timba (président, Coalition des citoyens pour le changement — CCC, Zimbabwe), Wayne Swan (président national, Parti travailliste australien — ALP) et Tim Klüssendorf (secrétaire général, Parti social-démocrate allemand — SPD), animée par Machris Cabreros (coordinatrice mondiale, Alliance progressiste), a réuni dans une même salle les points de vue de l'Europe, de l'Amérique latine, de l'Afrique et du Sud anglophone — et ce qui en est ressorti tenait moins d'un débat que d'un diagnostic partagé : l'ordre post-1945 se fracture, la droite exploite cette fracture, et les progressistes n'agissent pas assez vite pour proposer une alternative cohérente. Trois thèmes ont traversé la conversation : la nécessité urgente de réformer les institutions multilatérales avant qu'elles ne deviennent obsolètes ;

l'obligation de renouer avec les travailleurs plutôt que de gérer leur désillusion ; et la reconnaissance que c'est remporter des élections — et non pas seulement avancer des arguments — qui permet de mesurer si tout cela a un sens.

Ce qui a rendu ce panel unique, c'est précisément ce qu'il a démontré : une solidarité Nord-Sud mise en pratique dans un véritable échange politique. Timba a mis le doigt sur la réalité structurelle du point de vue africain : l'architecture multilatérale d'après-1945 a été conçue sans le Sud, et trop souvent contre lui. La question n'est pas de savoir si l'ordre mondial va changer. Il est déjà en train de changer. La question est de savoir si les progressistes façonnent ce changement ou s'ils sont façonnés par lui. Swan a affiné le diagnostic politique : le défi n'est pas un problème de politique mais un problème de politique. Les progressistes ont échoué de manière spectaculaire à faire élire des gouvernements sociaux-démocrates, et le Parti travailliste australien — avec sa victoire historique de 2025, la plus importante depuis la Seconde Guerre mondiale — offre un modèle : affiliation syndicale, lien authentique avec la classe ouvrière et refus de laisser les milliardaires se faire passer pour les défenseurs des gens ordinaires. Klüssendorf a ancré l'argument institutionnel :

« L'extrême droite se coordonne à l'échelle mondiale et diffuse rapidement ses tactiques. Nous devons nous unir avec la même urgence — et dénoncer les mensonges de l'extrême droite sur les droits et la liberté. »

Paulina Vodanovic

présidente du Parti socialiste chilien (PS)
— Membre du présidium de l'AP — Table
ronde du présidium de l'AP, Barcelone



« La question n'est pas de savoir si l'ordre mondial va changer. Il est déjà en train de changer. La question est : les progressistes façonneront-ils ce changement — ou seront-ils façonnés par lui ? »

Jameson Timba

président de la Coalition des citoyens pour le changement (CCC), Zimbabwe —
Membre du présidium de l'AP — Table
ronde du présidium de l'AP, Barcelone



l'État de droit doit primer sur la loi du plus fort, et la technologie — gouvernance des données et intelligence artificielle — est désormais une question centrale pour la démocratie et l'ordre mondial, qui doit servir le bien public plutôt que la manipulation privée. Vodanovic a fait ressortir l'urgence de la situation en Amérique latine : l'extrême droite se coordonne à l'échelle mondiale et partage rapidement ses tactiques, tandis que les progressistes avancent à la moitié de la vitesse. Elle a appelé à ce que Michelle Bachelet — deux fois présidente du Chili et social-démocrate engagée — prenne la tête des Nations unies.

« Une fois que nous aurons établi une coopération plus étroite entre les forces progressistes à l'échelle mondiale, nous devons forger de nouvelles alliances entre les pays. Seuls quelques pays préfèrent un monde où les plus forts décident simplement pour tous les autres. Nous autres devons remporter les élections — et construire ensemble le nouvel ordre mondial. »



Magdalena Andersson

ancienne Première ministre, Parti social-démocrate suédois (SAP) — Membre du présidium de l'AP — Table ronde du présidium de l'AP, Barcelone



Les voix de l'AP dans le débat public du Forum

Au-delà de ses propres tables rondes, l'AP a mobilisé son réseau lors de huit sessions organisées dans le cadre des événements du GPM, contribuant ainsi aux débats sur la démocratie, la politique étrangère, l'économie et l'égalité des genres. Ces sessions ont été organisées par d'autres coorganisateur. La présence de l'AP dans ces sessions témoigne d'un réseau dont les partis membres sont des participants actifs à ces discussions — et non de simples observateurs.

la table ronde du Réseau de politique étrangère du PSE

17 avril 2026, salle Anna Lindh



(17 avril 2026, salle Anna Lindh) — animée par Kati Piri (députée, GroenLinks-PvdA, Pays-Bas ; présidente du Réseau de politique étrangère du PSE ; membre du conseil d'administration de l'Alliance progressiste) — un échange politique vif s'est engagé autour de questions que la politique étrangère progressiste aborde généralement avec prudence. La table ronde a réuni Mohammad Shtayyeh (ancien Premier ministre, Palestine — Fatah), Salman Khurshid (ancien ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Congrès national indien — INC), Machris Cabrerós (coordinatrice mondiale, Alliance progressiste), Peppe Provenzano (député et secrétaire international, Partito Democratico — PD, Italie) et Rafael Heiber (vice-président exécutif et cofondateur, Common Action Forum). Provenzano a d'emblée donné le ton : l'internationalisme ne peut être laissé aux mains des nationalistes.

Khurshid s'est appuyé sur la tradition indienne de non-alignement — un concept fondé non pas sur la neutralité, mais sur le courage de dire la vérité à ses alliés — pour affirmer que l'application sélective du droit international par les États puissants érode l'ensemble du système. Le moment est venu, a-t-il déclaré, d'exprimer cette critique avec force et détermination dans des forums comme celui-ci.

« Le non-alignement a toujours été différent de la neutralité. Il vous donnait la force et le courage de vous adresser à un ami et de lui dire : ce n'est pas juste. C'est contraire aux valeurs que nous partageons. L'application sélective du droit international par les pays puissants rend le système in viable. »



Salman Khurshid

ancien ministre des Affaires étrangères de l'Inde, Congrès national indien (INC) — Table ronde du Foreign Policy Network, Barcelone

Junya Ogawa (président de l'Alliance réformiste centriste, Japon — intervenant invité de l'AP) a clôturé la session par un argument historique qui a fait forte impression. Il a fait remarquer qu'au cours de l'histoire, les plus grandes corrections des inégalités ont été le fait de la guerre — au prix d'énormes pertes humaines. Il a proposé que cette génération ait à la fois l'obligation et la possibilité de briser ce schéma : reconstruire des sociétés plus équitables par le dialogue démocratique plutôt que par le conflit. La mondialisation, a-t-il fait valoir, a permis la circulation des biens, des capitaux et de l'information au-delà des frontières, tandis que les mécanismes de redistribution sont restés confinés à l'intérieur des frontières nationales — et c'est ce décalage structurel qui alimente les inégalités, le populisme et, en fin de compte, l'instabilité. La tâche ne consiste pas à critiquer le populisme à distance, mais à éliminer les conditions qui le génèrent.

Veerayooth Kanchoochat (vice-président du Parti du peuple thaïlandais — membre du conseil d'administration de l'AP) a participé au panel Économie et bien-être du PSE en formulant une critique claire de l'orthodoxie de marché et en plaidant en faveur de l'État social : un gouvernement qui ne recule pas devant les marchés, mais qui guide activement les investissements, définit la direction à suivre et veille à ce que les bénéfices soient distribués plutôt que captés.



« La racine du populisme réside dans l'aggravation des inégalités et de la pauvreté. Se contenter de critiquer le populisme ne résoudra pas le problème. C'est comme verser de l'eau sur la flamme : nous devons nous attaquer à la source du feu. »

Junya Ogawa

président de l'Alliance réformiste centriste du Japon (CRA) — Intervenant invité de l'AP — Table ronde du Réseau de politique étrangère, Barcelone



« Les pays qui continuent à s'ouvrir et à laisser les marchés faire le travail n'accéderont jamais à une prospérité durable. L'État doit prendre les rênes : diriger les investissements, définir la direction à suivre et veiller à ce que les gains soient partagés, et non accaparés. »

Veerayooth Kanchoochat

, vice-président du Parti du peuple thaïlandais — membre du conseil d'administration de l'AP — Panel Économie et Bien-être du PSE, Barcelone

Le petit-déjeuner des femmes dirigeantes : le leadership féministe en tant que pratique politique

Le petit-déjeuner des femmes dirigeantes a été co-organisé par l'AP et PES Women, sous la direction de la présidente de PES Women, Zita Gurmai. La session a été coprésidée par Katarina Barley, vice-présidente exécutive du PSE, et Machris Cabrerros, coordinatrice mondiale de l'AP. La session a réuni des femmes dirigeantes de haut rang issues de l'ensemble du mouvement progressiste mondial pour discuter du leadership politique féministe à un moment où l'opposition aux droits des femmes et à leur visibilité politique est féroce et systématique. Elle a reflété un engagement commun : les discussions sur le leadership politique féministe doivent inclure les femmes qui dirigent des partis au sein de notre vaste mouvement mondial.

Parmi les participantes de l'AP figuraient Paulina Vodanovic (présidente du Parti socialiste du Chili — PS ; présidium de l'AP), Mónica Fein (présidente du Parti socialiste d'Argentine — PS ; membre du conseil d'administration de l'AP), Risa Hontiveros (dirigeante d'Akbayan Philippines — membre du conseil d'administration de l'AP), Sirikanya Tansakun (vice-présidente du Parti populaire de Thaïlande — membre du conseil d'administration de l'AP),

Maha Nasser (vice-présidente du Parti social-démocrate égyptien — ESDP), Bahia Amra (coprésidente du groupe de travail sur l'égalité des genres de l'AP, Initiative nationale palestinienne — PNI) et Tülay Hatimoğulları (coprésidente du Parti de l'égalité et de la démocratie des peuples — Parti DEM, Turquie) Des dirigeants de haut rang issus de quatre régions, chacun apportant un témoignage sur la nature du recul des droits des femmes dans son propre pays — et un refus commun de l'accepter comme une situation permanente.



« Les partis progressistes ont toujours été à des leaders dans la défense des droits des femmes. Nos acquis, durement conquérés, sont aujourd'hui menacés. Nous voyons monter des positions dogmatiques contre les femmes, contre les dissidents, et en particulier contre les femmes en politique. Ils veulent nous priver de notre droit de disposer de notre propre corps, nous priver de nos droits en matière de santé, et abroger les lois qui reconnaissent le féminicide — le meurtre ciblé de femmes parce qu'elles sont des femmes — comme un crime distinct. Malgré ces circonstances, nous continuons à nous battre. Et participer à des événements comme celui-ci nous donne l'énergie de rentrer dans nos pays et de continuer à nous battre. »

Mónica Fein

présidente du Parti socialiste argentin (PS) — Membre du conseil d'administration de l'AP — Petit-déjeuner des femmes leaders, Barcelone



« Nous traversons une période difficile — non seulement pour notre mouvement de progrès, mais aussi une période particulièrement difficile, voire dangereuse, pour les femmes. Nous devons nous organiser — c'est notre droit. Aujourd'hui plus que jamais, nous avons besoin d'une alternative progressiste, nous avons besoin de l'égalité des genres, et nous avons besoin du leadership des pays du Sud. Le moment est venu pour nous toutes de nous mobiliser. »

Paulina Vodanovic

présidente du Parti socialiste du Chili (PS) — Membre du présidium de l'AP — Petit-déjeuner des femmes leaders, Barcelone



« Imaginez si chaque décision politique — chaque décision de politique publique — était prise en tenant compte de la voix des femmes. Nous vivrions dans un monde complètement différent. Ce monde exige que nous le construisions ensemble. Ma proposition : une plateforme pour les femmes dirigeantes issues du mouvement progressiste mondial afin d'échanger des informations sur la législation, de partager des stratégies et de coordonner les actions entre les pays — car nous sommes toutes confrontées à la même recrudescence de la violence à l'égard des femmes, en ligne et physique, et aucune d'entre nous ne peut y mettre fin seule. »

Maha Nasser

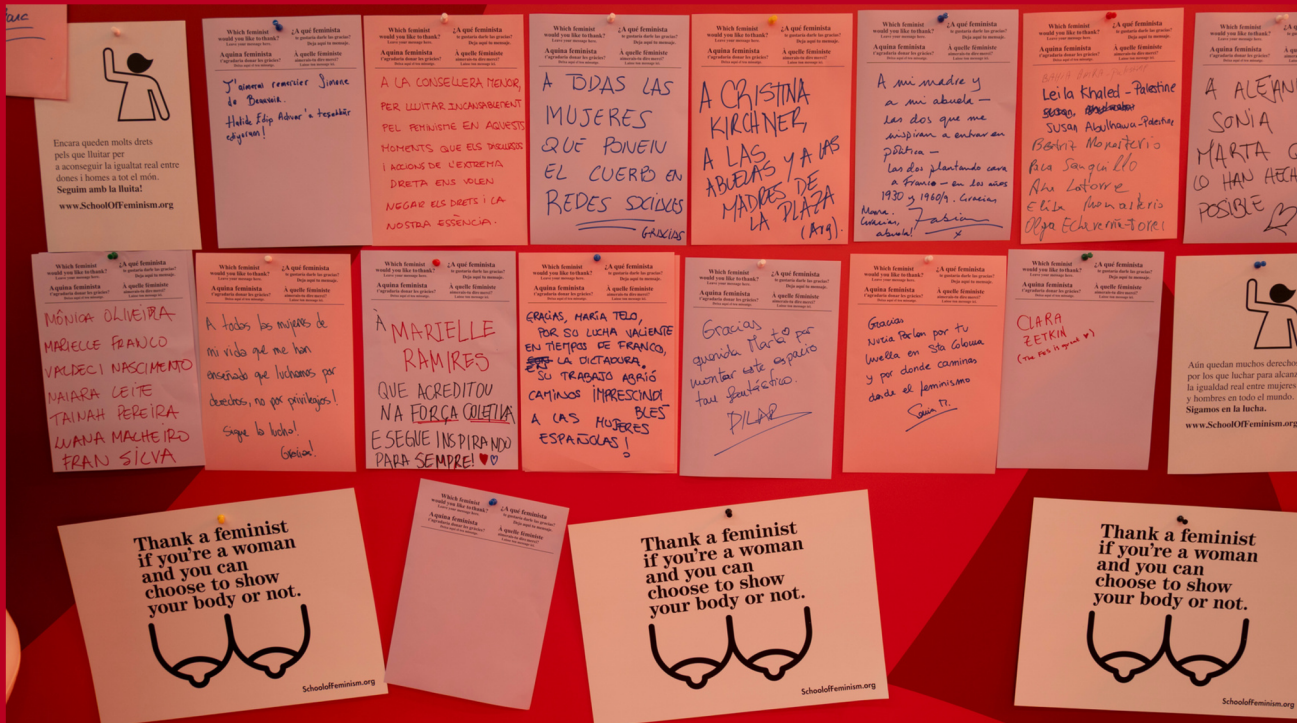
vice-présidente du Parti social-démocrate égyptien (ESDP) — Petit-déjeuner des femmes leaders, Barcelone



« Les hommes politiques et une politique façonnée par une mentalité masculine portent une grande part de responsabilité dans le monde dans lequel nous vivons aujourd'hui. Les guerres au Moyen-Orient et en Afrique se sont propagées vers l'ouest, et partout, ce sont les femmes qui en supportent le plus lourd fardeau. En tant que femmes, nous avons un besoin profond de construire un mouvement féministe internationaliste fort sous la bannière « Non à la guerre ». Les femmes éprises de paix à travers le monde peuvent jouer un rôle de premier plan dans ce domaine — à l'échelle mondiale. »

Tülay Hatimoğulları

coprésidente du Parti pour l'égalité et la démocratie des peuples (Parti DEM), Turquie — Petit-déjeuner des femmes leaders, Barcelone



Le PA Global Connect : solidarité avec ceux qui travaillent sous pression

Avant l'ouverture des sessions officielles du GPM le 17 avril 2026, l'Alliance progressiste a organisé le PA Global Connect — une réunion à huis clos dans la salle Anna Lindh destinée aux représentants des partis membres dont l'action politique se déroule dans des conditions de conflit, de contrainte autoritaire ou de persécution politique. Des représentants de partis d'Ukraine, du Liban, du Kurdistan iranien et du Venezuela ont rendu compte de la situation dans leurs pays. Les délégations ont été officiellement reconnues, des réunions bilatérales ont été organisées et des propositions ont été soumises au Conseil d'administration de l'Alliance progressiste.

Bohdan Ferens (fondateur de la Plateforme sociale-démocrate, Ukraine) a effectué un voyage de 24 heures pour se rendre à Barcelone. La veille de son départ de Kiev, sa femme lui a envoyé une photo de drones survolant leur immeuble. Il est venu quand même.



« Avant mon départ pour Barcelone, ma femme m'a envoyé une photo : on y voyait des drones survoler notre appartement à Kiev. Mais je suis venu parce qu'il ne faut pas renoncer à l'idée de parvenir à la paix. Et parce que ce n'est qu'avec une politique progressiste que l'Ukraine aura une chance de reconstruire notre nation de manière équitable. »

Bohdan Ferens

fondateur de la Plateforme sociale-démocrate, Ukraine — PA Global Connect, Barcelone

Dariana Polo Iglesias (porte-parole de Cambiemos — Mouvement citoyen « Changeons », Venezuela) a décrit un pays pris entre deux forces qui ont toutes deux failli à leur devoir envers le peuple : un gouvernement autoritaire de gauche et une opposition d'extrême droite soutenue de l'extérieur. Cambiemos occupe le centre démocratique — une position difficile dans un pays polarisé — et propose un grand pacte national : un large accord politique entre toutes les forces démocratiques comme seule voie réaliste vers la stabilité et un éventuel transfert du pouvoir.

Mustafa Hijri (secrétaire général du Parti démocratique du Kurdistan iranien — PDKI) a décrit l'Iran comme une prison pour son propre peuple. Les Kurdes, les Baloutches et d'autres sont exécutés en grand nombre pour opposition politique. Depuis février, l'Iran a également mené des frappes de missiles et de drones contre des positions du parti PDKI à l'extérieur du pays — des attaques visant à réprimer l'opposition politique kurde au-delà des frontières iraniennes. Il est venu avec une demande précise : non pas de la sympathie, mais une reconnaissance politique au sein des parlements, la responsabilisation pour les attaques transfrontalières et un partenariat dans le travail politique sur l'Iran et le Moyen-Orient.

« Les secteurs progressistes et démocratiques du Venezuela ont toujours mis l'accent sur le dialogue, la compréhension et la négociation — en tant que mécanisme nécessaire pour résoudre les problèmes politiques, économiques et sociaux du pays. Nous invitons l'Alliance progressiste à renforcer cette solidarité et à mettre en avant la proposition d'un grand pacte national. »

« C'est un honneur de me tenir devant un rassemblement de progressistes qui comprennent que la lutte pour la démocratie dans un pays est la lutte pour la démocratie partout. Le monde parle de l'Iran en termes de feu nucléaire et de prix du pétrole. Il parle rarement des Kurdes. »



Dariana Polo Iglesias
porte-parole, Cambiemos —
Mouvement citoyen « Changeons
», Venezuela — PA Global
Connect, Barcelone



Mustafa Hijri
Secretary-General, Democratic
Party of Iranian Kurdistan (PDKI)
— PA Global Connect, Barcelona



« Nous ne sommes pas des dommages collatéraux. Nous sommes des êtres humains. Nous avons des rêves. Une vie qui compte. Nous avons le droit, comme n'importe qui d'autre, de vivre dans un monde plus égalitaire et plus juste. »

Manal Said

Parti socialiste progressiste du Liban (PSP) — PA Global Connect, Barcelone



Le réseau de l'Alliance progressiste à Barcelone : leçons stratégiques sur la présence politique



L'Alliance progressiste compte plus de 140 partis membres répartis dans 100 pays. Son Présidium compte des membres issus des cinq continents. Son Conseil d'administration rassemble des dirigeants de partis du Sud aux côtés de dirigeants européens. C'est la base organisationnelle à partir de laquelle s'engage toute action de l'AP. Le réseau, ses échanges politiques, ses unités et son action coordonnée : tel est le cœur du travail de l'AP — non pas simplement le moyen d'aboutir à un résultat, mais la substance même de ce que fait l'AP.

L'Afrique — la plus grande région de l'AP en termes d'adhérents, et celle où il reste le plus de travail à accomplir.

L'Afrique est la région la moins représentée de l'AP au GPM par rapport à ses effectifs, qui couvrent vingt-deux pays. Le faible niveau de participation africaine à Barcelone — tant au forum dans son ensemble que dans les sessions organisées par l'AP — est une lacune que l'AP prend au sérieux et s'efforce de combler avant la.

Le Moyen-Orient et la région arabe.

Des délégations de 7 des 12 pays où l'AP compte des partis membres étaient présentes —

— le taux de participation le plus élevé de toutes les régions non européennes. Cela reflète un engagement constant, depuis des années, auprès de partis opérant dans des environnements politiques difficiles.

Une portée géographique sans précédent.

À travers les cinq volets de participation, l'AP a organisé des sessions vérifiées lors du GPM de Barcelone avec une représentation politique multirégionale simultanée couvrant l'Afrique, l'Asie-Pacifique, l'Amérique latine, le Moyen-Orient et l'Europe. C'est là la contribution la plus distinctive de l'AP au GPM.

Voix coordonnées et amplifiées

Plusieurs partis des Amériques et du Moyen-Orient ont mobilisé des délégations conduites par leurs dirigeants de parti. La prochaine édition doit viser à les placer dans des rôles d'intervenants dans l'ensemble du programme du GPM, en maximisant leur présence pour garantir que les partis membres, à travers leurs dirigeants, contribuent activement à façonner l'agenda du forum.



Les cinq priorités : une évaluation honnête

L'AP a défini cinq priorités avant Barcelone. Ce que Barcelone a montré, c'est où l'engagement de l'AP était le plus profond, et où il lui reste encore du chemin à parcourir.



Démocratie et droits de l'homme — L'engagement le plus profond



Le travail de l'AP sur la résilience démocratique était le plus diversifié géographiquement et le plus substantiel politiquement parmi ses cinq priorités à Barcelone. Mohammad Shtayyeh a fait entrer la Palestine dans chaque espace où il s'est exprimé — non pas comme une exception aux règles du droit international, mais comme son test le plus visible à l'heure actuelle.

Son argument lors de la session du Foreign Policy Network était précis : les institutions internationales créées pour faire respecter la justice ne peuvent fonctionner si leurs États membres exemptent leurs propres alliés de toute responsabilité. Le devoir du mouvement progressiste est de le dire haut et fort, sans relâche. Paulina Vodanovic a mis en lumière l'urgence politique en Amérique latine : l'extrême droite ne se contente pas de remporter des élections — elle démantèle l'infrastructure juridique et institutionnelle dont dépendent ces élections. Les progressistes ont le diagnostic, mais pas encore la rapidité d'action. Salman Khurshid s'est appuyé sur la longue tradition indienne de non-alignement pour mettre le doigt sur un schéma bien connu des pays du Sud : : lorsque des États puissants appliquent le droit international de manière sélective —

en le faisant respecter pour leurs alliés, en l'ignorant pour leurs adversaires —, ils sapent l'ensemble du système. Il a appelé les forums comme celui-ci à le dire clairement et d'une seule voix. Tülay Hatimoğulları a mis en lumière l'expérience turque : la politique autoritaire et les structures patriarcales ne sont pas des problèmes distincts — elles se renforcent mutuellement, et le mouvement des femmes est à la fois la cible et la résistance. Mónica Fein a décrit ce que le recul démocratique signifie concrètement pour les femmes en Argentine : des droits acquis au prix de décennies de lutte peuvent être retirés, l'autonomie corporelle est devenue un champ de bataille politique, et les avancées de l'extrême droite se font sentir dans les systèmes de santé, dans les tribunaux et dans les rues.

Depuis les Philippines, Risa Hontiveros a évoqué ce que les institutions doivent aux personnes qui en dépendent — et ce qui se passe lorsque ces institutions cèdent sous la pression politique. Dariana Polo Iglesias a fait valoir, depuis le Venezuela, que le dialogue, et non l'isolement, est la seule voie capable de faire avancer un pays pris au piège entre deux formes d'autoritarisme. Mustafa Hijri a demandé quelque chose de précis : non pas de la sympathie, mais la reconnaissance – au sein des parlements, dans les débats politiques et dans la solidarité internationale – de ce à quoi sont confrontés les Kurdes en Iran. Bohdan Ferens a fait le voyage depuis Kiev pour faire valoir un seul argument : que le droit de l'Ukraine à se reconstruire en tant que pays démocratique, dans des conditions justes et équitables, est une cause progressiste. Jameson Timba a pris la parole depuis le Zimbabwe pour évoquer une aspiration démocratique qui survit malgré les pressions exercées contre elle. Ensemble, ces interventions n'étaient pas des exposés politiques. Il s'agissait de témoignages de partis travaillant dans des conditions que la plupart de leurs organisations sœurs observent de loin — et le rôle de l'AP est de veiller à ce que cette distance ne se transforme pas en indifférence.

Égalité des genres — De la présence au leadership



Le petit-déjeuner des femmes dirigeantes a montré que les échanges politiques féministes internationaux sont une nécessité dans les grands forums progressistes — et non un événement parallèle. Les perspectives de quatre régions — Amérique latine, Asie-Pacifique, Moyen-Orient et Europe — ont donné lieu à une conversation directe, substantielle et ancrée dans les réalités politiques. L'AP s'est fixé une tâche spécifique : veiller à ce que des femmes dirigeantes de partis d'Afrique subsaharienne et d'Asie du Sud participent à ce format lors de la prochaine édition, à la fois pour élargir sa portée géographique et pour renforcer les résultats concrets de la session.

Justice climatique — La déclaration et le travail qui reste à accomplir



L'AP a cosigné une déclaration s'engageant en faveur de la justice climatique pour ceux qui n'ont pas causé la crise. Elle n'a pourtant pas organisé une seule session ouverte sur le climat animée par des dirigeantes de partis du Pacifique, d'Afrique ou d'Asie du Sud. C'est là le fossé, dit sans détour. Une session sur le climat menée par les voix des partis du Sud est une obligation spécifique que l'AP s'engage désormais à assumer.

Paix et sécurité commune — Le poids de ce qui a été dit



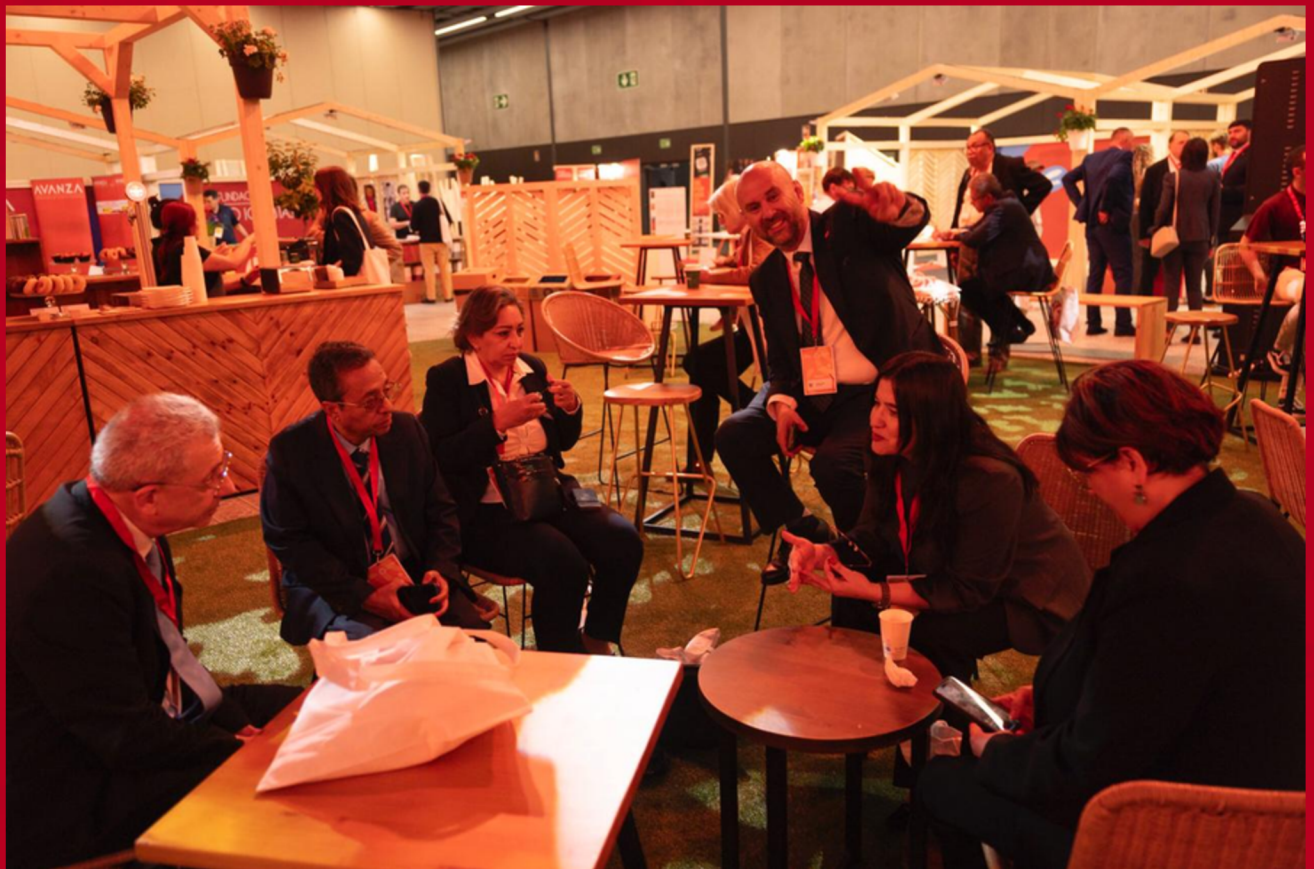
L'engagement de l'AP en faveur de la paix à Barcelone a été porté par des personnes qui vivent au cœur des conflits qu'elles ont décrits. Shtayyeh sur la Palestine. Said sur le Liban. Hijri sur le Kurdistan iranien. Ferens sur l'Ukraine. Il ne s'agit pas de positions politiques — ce sont des témoignages politiques de partis qui naviguent dans des conditions que la plupart de leurs organisations sœurs observent de loin. L'engagement de l'AP est de continuer à trouver des voies pour que ces voix atteignent un forum plus large, et pas seulement les espaces contrôlés par l'AP.



Économie équitable — Le débat est lancé

Ndaba Gaolathe, Veerayooth Kanchoochat, Wayne Swan et Junya Ogawa ont présenté, à partir de points de vue très différents, des arguments sur ce qu'exige réellement une économie au service du peuple. Le plaidoyer de Kanchoochat en faveur de l'État social — des investissements publics qui mènent plutôt que de reculer devant les marchés — met au défi le centre-gauche d'aller au-delà des compromis avec l'orthodoxie économique. La leçon tirée par Swan de l'Australie est plus difficile à ignorer : le lien entre la politique progressiste et la classe ouvrière n'est pas rhétorique mais organisationnel, et là où ce lien se distend, la droite l'emporte. Ogawa a retracé la source structurelle du problème : la mondialisation a fait traverser les frontières au capital et aux marchandises tandis que les mécanismes de redistribution sont restés enfermés à l'intérieur des frontières nationales. Ce décalage engendre l'inégalité ; l'inégalité engendre le populisme ;

et se contenter de critiquer le populisme, a-t-il fait valoir, revient à verser de l'eau sur la flamme. La tâche consiste à éliminer les conditions qui le produisent. Un plus grand nombre de membres de l'AP, en particulier d'Afrique et d'Asie du Sud-Est, doit prendre part à ce débat — non pas en tant que simples ajouts, mais en tant que personnes qui savent par expérience ce qui est en jeu lorsque la politique économique échoue et comment les progressistes construisent des solutions durables.



Ce que l'AP met en œuvre

Barcelone était la première édition. L'AP aborde la prochaine telle qu'elle est : un co-organisateur avec des responsabilités spécifiques, un réseau présentant des lacunes précises, et une organisation politique qui a déclaré publiquement ce qu'elle ferait et qui doit désormais rendre compte de ce qu'elle a fait.



La co-organisation crée des obligations, pas seulement une plateforme.

Déclaration du GPM, présentée conjointement en plénière, énonce six engagements dans les domaines de la démocratie, de l'économie, du climat, de la paix, du genre et de l'internationalisme. Chacun d'entre eux constitue désormais un point de référence à l'aune duquel le travail de l'AP sera évalué. Les partis membres et les structures de travail de l'AP les mettront en œuvre.

L'Afrique est la plus grande région de l'AP en termes d'adhérents et celle où le travail d'organisation reste le plus important.

L'AP compte des partis membres dans vingt-deux pays africains. Leur représentation à Barcelone n'a pas reflété cette ampleur. Comblar ce fossé — en aidant les délégations des partis africains à participer pleinement à la prochaine édition — est une priorité concrète.

Transformer la présence en voix.

Les délégations sans rôle d'intervenant représentent la frontière entre assister et participer. Les partis représentés par leurs hauts responsables seront facilités pour participer à des événements organisés qui bénéficieront de leur expérience et de leurs compétences.

Le modèle à cinq volets fonctionne et sera approfondi.

• Chacun des cinq volets de l'AP à Barcelone — la plénière, les tables rondes organisées, les sessions du forum élargi, le petit-déjeuner des femmes leaders et le Global Connect — a rempli un objectif spécifique. La tâche consiste désormais à impliquer davantage de partis membres et de structures régionales de l'AP dans chacun de ces volets avant la prochaine édition.

Le PA Global Connect est permanent.

Il existe parce que l'internationalisme progressiste a une responsabilité envers les partis qui en ont le plus besoin. Les partis travaillant sous occupation, dans des zones de conflit ou sous des gouvernements autoritaires disposent d'un espace permanent au sein des structures de l'AP — non pas en tant qu'invités, mais en tant que membres dont le réseau a besoin de l'expérience.

Engagement en Asie du Sud-Est.

Les partis d'Indonésie, de Malaisie, du Timor-Leste et du Myanmar doivent être impliqués avant la prochaine édition, avec un soutien spécifique pour garantir leur participation.

Feuille de route de l'AP pour la prochaine édition.

Élaborée conjointement avec les partis membres. Publiée à l'avance sur le site web de l'AP.

Le GPM de Barcelone a marqué un début concret. L'AP est arrivée avec un cadre politique, cinq priorités énoncées et un mandat de co-organisatrice. Elle est repartie avec une Déclaration, un ensemble d'engagements concrets pour l'avenir et une vision plus claire des points forts de son réseau et des domaines où elle doit aller plus loin. L'AP a sollicité les commentaires des délégués ayant participé aux sessions qu'elle a organisées à Barcelone ; ces commentaires éclairent les priorités identifiées dans le présent rapport et façonneront la préparation de la prochaine édition. L'AP continuera d'approfondir ses cinq priorités thématiques par le biais de ses structures régionales — en mobilisant les partis membres, les groupes de travail et les partenaires susceptibles de rendre cette démarche productive. Le présent rapport constitue le point de référence de ce travail.





À propos de l'Alliance progressiste

L'Alliance progressiste est un réseau mondial de partis progressistes, démocratiques, sociaux-démocrates, socialistes et travaillistes engagés en faveur de la liberté, de la justice, de l'égalité sociale, de l'égalité des genres, de la durabilité et de la solidarité internationale. Fondée en 2013, l'AP rassemble plus de 140 partis et organisations membres dans 100 pays sur les cinq continents.

L'Alliance progressiste repose sur un partenariat Sud-Sud et Nord-Sud entre égaux. Son Présidium compte des membres issus des cinq continents. Son Conseil d'administration rassemble des dirigeants de partis sur un pied d'égalité, représentant différentes régions géographiques. Toutes les activités majeures sont rendues publiques sur le site web de l'Alliance progressiste.

Les partis et organisations souhaitant rejoindre le réseau de l'AP sont invités à contacter le Secrétariat.

progressive-alliance.info
[@progressivealliance.info@progressive-alliance.info](mailto:info@progressivealliance.info)

Ce rapport s'appuie sur des données programmatiques vérifiées, des communications officielles de l'AP, des transcriptions de sessions et des informations sur les intervenants provenant de globalprogressivemobilisation.org et progressive-alliance.info. Une version analytique complète est disponible sur demande pour les membres et partenaires de l'AP, ainsi que les précieux commentaires des délégués de l'AP qui ont assisté à la Mobilisation progressiste mondiale de Barcelone. Mai 2026.

